

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, June 19, 2025

The Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration met with videoconference this day at 9:02 a.m. [ET], pursuant to rule 12-7(1), for consideration of financial and administrative matters; and, in camera, pursuant to rule 12-7(1), for consideration of financial and administrative matters.

Senator Lucie Moncion (*Chair*) in the chair.

[*Translation*]

The Chair: Hello. My name is Lucie Moncion, I'm a senator from Ontario and I have the privilege of chairing the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration.

[*English*]

Before we begin, to support the smooth operation of committee proceedings, the following guidelines must be observed by all participants to help prevent audio feedback. Consult the cards on the table for guidelines to prevent audio feedback incidents. Keep your earpiece away from microphones at all times. Microphones must not be touched. Activation and deactivation will be managed by the console operator. Avoid handling your earpiece while the microphone is active. Earpieces should either remain on the ear or be placed on the designated sticker at each seat. Thank you all for your cooperation.

I would like to go around the table and ask my colleagues to introduce themselves.

[*Translation*]

Senator Saint-Germain: Raymonde Saint-Germain from Quebec.

[*English*]

Senator Boyer: Yvonne Boyer, Ontario.

Senator Moodie: Rosemary Moodie, Ontario.

[*Translation*]

Senator Dalphond: Pierre J. Dalphond from Quebec.

[*English*]

Senator Boehm: Peter Boehm, Ontario.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 19 juin 2025

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration se réunit aujourd'hui, à 9 h 2 (HE), avec vidéoconférence, conformément à l'article 12-7(1) du Règlement, pour étudier des questions financières et administratives; et à huis clos, conformément à l'article 12-7(1) du Règlement, pour étudier des questions financières et administratives.

La sénatrice Lucie Moncion (*présidente*) occupe le fauteuil.

[*Français*]

La présidente : Bonjour. Je m'appelle Lucie Moncion, je suis une sénatrice de l'Ontario et j'ai le privilège de présider le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration.

[*Traduction*]

Avant de commencer, et pour favoriser le bon déroulement des travaux du comité, tous les participants doivent respecter les consignes suivantes afin d'éviter les retours de son. Veuillez consulter les affichettes sur la table pour prendre connaissance des directives sur la prévention des incidents d'effet Larsen. Les microphones ne doivent pas être touchés. Attendez que l'opérateur allume votre micro avant de prendre la parole, et veuillez éviter de manipuler votre oreillette lorsque le microphone est actif. Les oreillettes doivent être placées sur les oreilles, ou bien être déposées sur l'autocollant prévu à cet effet à chaque siège. Je vous remercie de votre collaboration et de votre compréhension.

Je demanderais tout d'abord à mes collègues autour de la table de se présenter.

[*Français*]

La sénatrice Saint-Germain : Raymonde Saint-Germain, du Québec.

[*Traduction*]

La sénatrice Boyer : Je suis la sénatrice Yvonne Boyer, de l'Ontario.

La sénatrice Moodie : Rosemary Moodie, de l'Ontario.

[*Français*]

Le sénateur Dalphond : Pierre J. Dalphond, du Québec.

[*Traduction*]

Le sénateur Boehm : Peter Boehm, de l'Ontario.

Senator Gold: Marc Gold, Quebec.

Senator MacAdam: Jane MacAdam, Prince Edward Island.

[Translation]

Senator Forest: Hello. Éric Forest from the Gulf senatorial division in Quebec.

[English]

Senator Loffreda: Good morning. I'm Senator Tony Loffreda from Montreal, Quebec.

Senator Osler: Flordeliz (Gigi) Osler, Manitoba.

Senator Tannas: Scott Tannas from Alberta.

Senator Quinn: Jim Quinn, Saint John, shores of the Bay of Fundy, New Brunswick.

[Translation]

Senator Audette: *Kuei.* Hello. Michèle Audette [*Innu-aimun spoken*] from Quebec.

Senator Seidman: Judith Seidman from Quebec.

[English]

Senator MacDonald: Michael MacDonald, Cape Breton, Nova Scotia.

[Translation]

Senator Housakos: Leo Housakos from Quebec.

Senator Oudar: Manuelle Oudar from Quebec.

[English]

Senator K. Wells: Kristopher Wells, Alberta.

Senator Cardozo: Andrew Cardozo, Ontario.

The Chair: I would also like to welcome all those who follow our deliberations across the country.

[Translation]

Before going to the first item on the agenda, the election of a deputy chair, I would like to note that during last night's sitting of the Senate, the Selection Committee tabled a first report to designate the senators who will serve on the various committees. As you know, when the report is adopted, our intersessional authority will come to an end. As a result, we will no longer serve on this committee.

Le sénateur Gold : Je suis le sénateur Marc Gold, du Québec.

La sénatrice MacAdam : Je suis la sénatrice Jane MacAdam, et je représente l'Île-du-Prince-Édouard.

[Français]

Le sénateur Forest : Bonjour. Éric Forest, de la division du Golfe, au Québec.

[Traduction]

Le sénateur Loffreda : Bonjour. Je suis le sénateur Tony Loffreda, et je représente Montréal, au Québec.

La sénatrice Osler : Je suis la sénatrice Flordeliz (Gigi) Osler, du Manitoba.

Le sénateur Tannas : Scott Tannas, de l'Alberta.

Le sénateur Quinn : Je suis le sénateur Jim Quinn, et je représente Saint John, sur les rives de la baie de Fundy, au Nouveau-Brunswick.

[Français]

La sénatrice Audette : *Kuei.* Bonjour. Michèle Audette [*mots prononcés en innu-aimun*] du Québec.

La sénatrice Seidman : Judith Seidman, du Québec.

[Traduction]

Le sénateur MacDonald : Michael MacDonald, du Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse.

[Français]

Le sénateur Housakos : Leo Housakos, du Québec.

La sénatrice Oudar : Manuelle Oudar, du Québec.

[Traduction]

Le sénateur K. Wells : Kristopher Wells, de l'Alberta.

Le sénateur Cardozo : Andrew Cardozo, de l'Ontario.

La présidente : Je tiens également à souhaiter la bienvenue à tous ceux et celles qui suivent nos délibérations partout au pays.

[Français]

Avant de passer au premier point de l'ordre du jour, soit l'élection d'un vice-président, j'aimerais souligner qu'hier soir, lors de la séance du Sénat, le Comité de sélection a déposé un premier rapport pour désigner les sénateurs qui seront membres de nos différents comités. Comme vous le savez, l'adoption de ce rapport mettra fin à notre autorité intersessionnelle. Notre adhésion à ce comité prendra fin en conséquence.

To avoid a situation where the committee has not been properly constituted and therefore will be unable to meet, it has been proposed that we hold an organizational meeting tonight before leaving. If the report is adopted by the Senate today, we could consult with the whips and ask to meet before today's sitting. As a rule, the purpose of organizational meetings is to elect the chair and the deputy chair, as well as adopt routine motions, including ones to create the steering committee and delegate certain authorities. With your permission, I would also like to include creating the subcommittees of the Committee on Internal Economy. I should point out that the whips will be able to add the members at a later date.

Honourable senators, do you have any questions or comments about this process?

Perhaps a senator would like to move the following motion:

That if the first report of the Selection Committee is adopted today by the Senate, the Committee on Internal Economy will meet to hold an organizational meeting at around 6:00 this evening.

The motion is moved by Senator Moodie. Is it your pleasure, honourable senators, to adopt the motion?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: The motion is adopted.

The first item on the agenda for the public meeting is to appoint a deputy chair of the steering committee. Now that our colleague Senator Smith has left, we need to elect a new deputy chair.

Senator Osler, do you have a motion to move?

[English]

Senator Osler: I move that Jim Quinn be elected as deputy chair of this committee.

[Translation]

The Chair: Are there any other nominations?

Is it your pleasure, honourable senators, to adopt the motion?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: The motion is adopted.

[English]

Welcome, Senator Quinn, to the steering committee.

Afin d'éviter une situation où le comité ne serait pas dûment constitué et serait donc dans l'impossibilité de se réunir, il a été proposé que l'on tienne une réunion d'organisation ce soir avant de partir. Si le rapport est adopté par le Sénat aujourd'hui, on pourrait consulter les whips pour demander de se réunir avant la séance d'aujourd'hui. Règle générale, les réunions d'organisation traitent de l'élection à la présidence et à la vice-présidente ainsi que de l'adoption de plusieurs motions de routine, notamment la création du comité directeur et la délégation de certaines autorités. Avec votre permission, j'aimerais également inclure la création des différents sous-comités du Comité de la régie interne, en précisant que les whips pourront ajouter les membres à une date ultérieure.

Honorables sénateurs, avez-vous des questions ou des commentaires par rapport à ce mode de fonctionnement?

Est-ce qu'un sénateur souhaite proposer la motion suivante :

Que si le premier rapport du Comité de sélection est adopté aujourd'hui par le Sénat, le Comité de la régie interne va se réunir pour tenir une réunion d'organisation vers 18 heures ce soir.

Cette motion est proposée par la sénatrice Moodie. Vous plaît-il, honorables sénateurs, d'adopter la motion?

Des voix : D'accord.

La présidente : La motion est adoptée.

Le premier point à l'ordre du jour de la réunion en public est la nomination d'un vice-président au comité directeur. À la suite du départ de notre collègue le sénateur Smith, nous devons procéder à l'élection d'un nouveau vice-président.

Sénatrice Osler, avez-vous une motion à proposer?

[Traduction]

La sénatrice Osler : Je propose que le sénateur Quinn soit élu vice-président du comité.

[Français]

La présidente : Y a-t-il d'autres nominations?

Vous plaît-il, honorables sénateurs, d'adopter la motion?

Des voix : D'accord.

La présidente : La motion est adoptée.

[Traduction]

Monsieur le sénateur Quinn, je tiens à vous souhaiter la bienvenue au comité directeur.

[Translation]

Senator Quinn: Thank you, everyone.

The Chair: Item 2 on our public agenda is the consent agenda for approval. As a reminder, the items contained in the consent agenda are not controversial but still require our approval. For these items, a briefing note, form or other supporting document is submitted in advance, but no presentation is required.

For today's meeting, we have the following item on the consent agenda: Minutes of Proceedings from December 5, 2024 (in Public and In Camera). Does a senator wish to move the motion?

Senator Boyer: I move it.

The Chair: Senator Boyer moves the motion.

Are there any questions or comments?

Is it your pleasure, honourable senators, to adopt the motion?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: The motion is adopted.

[English]

Item 3 is an appeal of the decision from the Subcommittee on Agenda and Procedure, and it's regarding staff-related travel.

The request was presented by the senator, and it's about the senator's office management policy regarding the reimbursement of travel expenses for a staff member. This item is being brought to your attention because the steering committee reviewed the request and decided not to approve it. In accordance with established policies, senators have the right to appeal steering's decision and may present their case to the full committee for further consideration.

Senator Tannas: I've read the material. I'm a bit uncomfortable. We have a tradition that if something involves a staff member, we don't discuss it in public but deal with the situation in camera as part of our duties around human resources and administration, and I would propose that we move this item to the in camera portion of the meeting.

The Chair: Are there any questions or comments? Are we in agreement to move this item to the in camera portion?

Hon. Senators: Agreed.

[Français]

Le sénateur Quinn : Merci à tous.

La présidente : L'article n° 2 de notre agenda public est l'agenda consenti pour approbation. À titre de rappel, les éléments contenus dans l'agenda consenti ne sont pas controversés, mais nécessitent notre approbation. Pour ces articles, une note d'information, un formulaire ou un autre document d'appui est soumis d'avance, mais aucune présentation n'est requise.

Pour la réunion d'aujourd'hui, nous avons à l'agenda consenti l'article suivant : le procès-verbal de la réunion qui s'est tenue en séance publique et à huis clos. Est-ce qu'un sénateur souhaite proposer la motion?

La sénatrice Boyer : Je la propose.

La présidente : La sénatrice Boyer propose la motion.

Y a-t-il des questions ou des commentaires?

Vous plaît-il, honorables sénateurs, d'adopter la motion?

Des voix : D'accord.

La présidente : La motion est adoptée.

[Traduction]

Le point 3 de notre ordre du jour constitue un appel d'une décision du Sous-comité du programme et de la procédure concernant le déplacement du personnel.

La demande a été présentée par le sénateur, et il s'agit de la Politique sur la gestion de bureau des sénateurs en ce qui concerne le remboursement des frais de déplacement pour un membre du personnel. Cet article est porté à votre attention parce que le comité directeur a examiné la demande et a décidé de ne pas l'approuver. Conformément aux procédures établies, les sénateurs ont le droit de faire appel de la décision du comité de direction, et peuvent présenter leur cause devant le comité pour une étude plus approfondie.

Le sénateur Tannas : J'ai consulté les documents en question, et je dois admettre que je suis quelque peu mal à l'aise. La tradition veut que nous n'ayons pas à discuter en public d'incidents concernant des membres du personnel. Ces discussions doivent avoir lieu dans la partie à huis clos de la réunion, et c'est donc ce que je propose de faire aujourd'hui.

La présidente : Y a-t-il des questions ou des commentaires? Sommes-nous d'accord pour reporter ce point à la partie à huis clos de la réunion?

Des voix : Nous sommes d'accord.

The Chair: Thank you. We will get back to the senator when we get to that portion of our meeting.

We will go to Item 4, which is the annual presentation from the Translation Bureau services. Maxime Fortin, Principal Clerk, Chamber Operations, is here with Jean-François Lymburner, Chief Executive Officer; Annie Plouffe, Vice President of Services to Parliament and Interpretation; and Lucie Levesque, Vice President, Policy and Integrated Services from the Translation Bureau, who will now join us as witnesses.

We were having a technical difficulty at the beginning of the meeting. Ms. Plouffe was supposed to appear via Zoom, but she had the wrong headset, so we had to refuse her testimony.

As usual, the presentation by Mr. Lymburner will be followed by questions.

Mr. Lymburner and Maxime, I think you have comments. Either one of you, the floor is yours.

[*Translation*]

Maxime Fortin, Principal Clerk, Senate of Canada: I am here as the representative of the Senate Administration responsible for the partnership agreement between the Senate and the Translation Bureau. My remarks will be very brief. As you know, this year has been a little unusual, with Parliament prorogued in January and then later dissolved. That necessarily had an impact on the volume of activity, and hence on the demand for interpretation and translation services. I can still confirm that the Translation Bureau was able to meet its requirements under the agreement.

[*English*]

This year, we continued to work with our partners in the House of Commons and the Translation Bureau to maintain and improve interpretation services. Technical updates were made to all Senate committee rooms to reduce the risk of feedback. New technological solutions are also being explored and tested, and we will continue to provide periodic reminders and updates of best practices as they evolve.

Monday's acoustic incident in the chamber is a good reminder that we always have to be mindful and keep working with our partners to reduce risks.

La présidente : Je vous remercie. Nous allons redonner la parole au sénateur pour discuter de ce sujet à la fin de notre réunion.

Nous allons passer au point 4 de notre ordre du jour, soit la présentation annuelle des représentants du Bureau de la traduction. Nous avons le plaisir d'accueillir les témoins suivants: Maxime Fortin, greffière principale, Bureau de la procédure et des travaux de la Chambre; Jean-François Lymburner, président-directeur général, Bureau de la traduction; Annie Plouffe, vice-présidente des Services au Parlement et interprétation; et Lucie Levesque, vice-présidente, Politiques et Services intégrés du Bureau de la traduction.

Nous avons eu un problème technique au début de la réunion. Mme Plouffe était censée participer par Zoom, mais comme elle n'avait pas le bon casque, nous n'avons pas pu recevoir son témoignage.

Comme chaque année, la présentation de M. Lymburner sera suivie d'une période de questions.

M. Lymburner, Mme Fortin, souhaitez-vous prendre la parole?

[*Français*]

Maxime Fortin, greffière principale, Sénat du Canada : Je suis ici à titre de représentante de l'Administration du Sénat responsable de l'entente de partenariat entre le Sénat et le Bureau de la traduction. Mes remarques seront très brèves. Comme vous le savez, cette dernière année a été un peu inhabituelle avec la prorogation en janvier, suivie d'une dissolution. Cela a nécessairement eu un impact sur le volume des activités et, par conséquent, sur les demandes de services d'interprétation et de traduction. Je peux tout de même confirmer que le Bureau de la traduction a été en mesure de répondre aux demandes conformément à l'entente.

[*Traduction*]

Cette année, nous avons continué de travailler avec nos partenaires de la Chambre des communes et du Bureau de la traduction pour maintenir et améliorer nos services d'interprétation. Des mises à jour techniques ont eu lieu dans l'ensemble des salles de comité du Sénat afin de réduire les risques de réaction acoustique. De nouvelles solutions technologiques sont également évaluées et mises à l'essai, et nous continuerons à fournir des rappels et des mises à jour périodiques de nos pratiques exemplaires.

L'incident acoustique ayant eu lieu lundi dans cette enceinte nous rappelle que nous devons continuer à travailler avec nos partenaires pour réduire de tels risques.

[Translation]

I will stop here to let the Translation Bureau do its presentation. I will be available to answer any questions you may have.

Jean-François Lymburner, Chief Executive Officer, Translation Bureau, Public Service and Procurement Canada: Thank you, Madam Chair. I acknowledge that we are gathered on the traditional territory of the Anishinaabe people.

With me today are my colleagues. I obviously just heard the news about Ms. Plouffe. I should point out that Ms. Plouffe had the proper headset, but people were unable to see her. That gives you a glimpse of the important work done by the interpreters, who not only listen to you and translate your words into both languages, they also watch you to convey your emotions. Ms. Plouffe is at the G7 in Alberta today, so she is forgiven. Also with me is Lucie Levesque, Vice President of Policy and Integrated Services. In passing, I would like to pay tribute to my Senate colleagues and the interpreters in the booth today, Sara, Angela and Eniko.

I will also take this opportunity to pay tribute to all public servants on the occasion of National Public Service Week.

Madam Chair, since we last met, the Translation Bureau has continued to work tirelessly. In 2024-25, we translated close to 350 million words and provided approximately 37,000 hours of interpretation.

For Senate proceedings in particular, we're talking 10 million words, which amounts to 33,000 pages of documents, as well as 4,000 hours of interpretation, which proves that you have also been working tirelessly.

[English]

We are faithfully meeting the needs of Parliament, and we will do so in the future.

Among other things, our effort to address the shortage of interpreters in Canada and around the world progresses in 2024-25. In partnership with the bureau, two universities have launched interpretation programs, Laval University in Quebec City, and Université du Québec in Trois-Rivières. These programs are in addition to those at the University of Ottawa and York University. In the past one year, we've doubled the number of opportunities for students to become conference interpreters. In addition, with the help of Canadian Heritage, we launched the interpretation scholarship program provided for in the Budget 2024. We have already distributed close to \$100,000 in scholarships.

[Français]

Je vais m'arrêter ici pour laisser le Bureau de la traduction présenter son allocution. Je suis disponible si vous avez des questions.

Jean-François Lymburner, président-directeur général, Bureau de la traduction, Services publics et Approvisionnement Canada : Merci, madame la présidente. Je reconnais que nous sommes réunis sur les territoires traditionnels du peuple anishinabe.

Je suis accompagné de mes collègues aujourd'hui. Évidemment, je viens d'entendre de l'information sur Mme Plouffe. Je dois préciser que Mme Plouffe a les écouteurs appropriés, mais que les gens ne sont pas capables de la voir. Cela donne un aperçu du travail important que font les interprètes qui, en plus de vous écouter et de traduire vos mots dans les deux langues, vous regardent aussi pour faire passer les émotions. Mme Plouffe est au G7 en Alberta, donc on va l'excuser pour aujourd'hui. Je suis aussi accompagné de Lucie Levesque, vice-présidente des politiques et des services intégrés. Je salue au passage mes collègues du Sénat et les interprètes qui sont en cabine aujourd'hui — Sara, Angela et Eniko.

J'en profite pour saluer tous les fonctionnaires dans le cadre de la Semaine nationale sur la fonction publique.

Madame la présidente, depuis notre dernière rencontre, le Bureau de la traduction a continué à travailler sans relâche. En 2024-2025, nous avons traduit au total près de 350 millions de mots et offert environ 37 000 heures d'interprétation.

Pour ce qui est plus particulièrement des travaux du Sénat, on parle ici de 10 millions de mots, ce qui équivaut à 33 000 pages de documents, ainsi que de 4 000 heures d'interprétation, ce qui prouve que vous avez aussi travaillé sans relâche.

[Traduction]

Nous répondons fidèlement aux besoins du Parlement, et nous continuerons de le faire.

Par exemple, en 2024-2025, nous réalisons des progrès pour pallier la pénurie d'interprètes qui sévit au Canada et dans le monde. Ainsi, deux universités ont lancé des programmes d'interprétation en partenariat avec le bureau, à savoir l'Université Laval, à Québec, et l'Université du Québec à Trois-Rivières. Ces programmes s'ajoutent à ceux de l'Université d'Ottawa et de l'Université York. Au cours de la dernière année, nous avons donc doublé le nombre de débouchés pour les étudiants qui souhaitent devenir interprètes de conférence. De plus, avec l'aide de Patrimoine canadien, nous avons lancé le programme de bourses d'études en interprétation qui figurait au budget de 2024, grâce auquel nous avons déjà versé près de 100 000 \$ en bourses.

[Translation]

I will now talk about the safety of interpreters.

[English]

The number of incidents continues to decline. As of December 31, 2024, there was a total reduction of just over 60% of incidents compared to 2020. Furthermore, in February 2025, Employment and Social Development Canada's labour program declared that our protective measures sufficiently minimized the risk of Larsen effect, and by that I mean feedback occurrence.

Of course, Madam Chair, not everything has been settled. There's no such thing as zero risk. However, based on our discussions with our international partners — United Nations, OECD, European Parliament and other countries — I'm proud to say that we're extremely well organized and that our process is one of the best in the world. We will continue to fine-tune our measures to provide interpreters the working conditions they need to do their critical work safely for the country.

[Translation]

Madam Chair, there has been a lot of talk in the media lately about attrition at the Translation Bureau. We have, in fact, seen lower demand for translation from the departments because, as you may know, 60% of our business model is based on cost recovery with the departments and agencies. In the spirit of sound management, we need to reorganize our resources based on this drop in revenue. However, I would like to reassure you that it doesn't apply to the services we provide to parliamentarians, which are funded through the A-base budget.

Now I would like to talk about artificial intelligence. In its 2024 Fall Economic Statement, the government highlighted our ability to implement the most effective language technologies. That show of confidence was reiterated in March 2025, when we were entrusted with the flagship project of the Treasury Board's new Artificial Intelligence Strategy, which involves setting up a self-service language hub for the whole of government. We are proud to have just recently laid the groundwork for this major project. On June 10, we launched a secure artificial intelligence prototype for official languages translation in our department, Public Services and Procurement Canada, or PSPC. This bilingual tool is based on our data corpuses, which are unique in the world, and is hosted on Canadian servers. That way, we help ensure that Canada's data stays in the country and is used by and for Canada. In doing so, we are encouraging new clients to turn to us for their translation needs.

[Français]

Je vais parler maintenant de la sécurité des interprètes.

[Traduction]

Le nombre d'incidents baisse toujours. Au 31 décembre 2024, la réduction totale atteignait un peu plus de 60 % des incidents par rapport à 2020. De plus, en février 2025, le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada a confirmé que nos mesures de protection minimisaient suffisamment le risque d'effet Larsen, c'est-à-dire de rétroaction acoustique.

Bien sûr, madame la présidente, tout n'est pas réglé. Le risque nul n'existe pas. Cependant, d'après nos discussions avec nos partenaires internationaux — les Nations unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques, ou OCDE, le Parlement européen et d'autres pays —, je suis fier de dire que nous sommes extrêmement bien organisés et que notre processus est l'un des meilleurs au monde. Nous continuerons d'affiner nos mesures afin d'offrir aux interprètes les conditions de travail dont ils ont besoin pour accomplir en toute sécurité leur tâche essentielle pour le pays.

[Français]

Madame la présidente, les médias ont beaucoup parlé d'attrition dernièrement au Bureau de la traduction. Nous constatons en effet une baisse de la demande de traduction provenant des ministères puisque, comme vous le savez peut-être, notre modèle d'affaires repose à 60 % sur le recouvrement des coûts avec les ministères et les agences. Dans un souci de saine gestion, nous devons réorganiser nos ressources en fonction de cette baisse de revenus. Je tiens toutefois à vous rassurer. Cela ne s'applique pas aux services que nous offrons aux parlementaires, qui sont financés par le biais du budget des services votés.

Laissez-moi vous parler d'intelligence artificielle. En effet, dans son Énoncé économique de l'automne 2024, le gouvernement a souligné notre capacité de mettre en place des technologies langagières des plus efficaces. Cette marque de confiance a aussi été renforcée en mars 2025, quand on nous a confié le projet phare de la nouvelle Stratégie d'intelligence artificielle du Conseil du Trésor, soit la création d'un centre linguistique en libre-service pour l'ensemble du gouvernement. Nous sommes fiers d'avoir jeté tout récemment les bases de ce grand projet. Le 10 juin, nous avons lancé dans notre ministère, Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), un prototype d'intelligence artificielle sécurité pour la traduction en langues officielles. Cet outil est basé sur nos bases de données, qui sont uniques au monde, il est bilingue et est hébergé sur des serveurs canadiens. Nous contribuons ainsi à ce que les données du Canada restent au Canada et soient exploitées par et pour le Canada. Ce faisant, nous encourageons une nouvelle clientèle à se tourner vers nous pour ses besoins en matière de traduction.

[English]

Meanwhile, the bureau worked with the National Research Council Canada to develop machine translation tools that are available directly on the parliamentary network here. This is all part of constantly improving our tools and services to provide you with the efficiencies of top-tier technology and the quality that human expertise can guarantee.

Madam Chair and honourable members of the committee, thank you again for this invitation. I will be happy to take your questions.

[Translation]

Senator Forest: First of all, I'd like to thank and commend the entire translation team, which is essential in helping us do our jobs well.

I have two questions. At the Finance Committee, my understanding was that the Translation Bureau's budget had been increased. At the same time, we hear that 339 positions will be cut through attrition. How can you explain that?

Mr. Lymburner: As I said in my opening remarks, the Translation Bureau's budget is in two parts. We have one part that is funded by money we get from the departments and agencies, while the other funding source is for parliamentary services.

In the 2024 budget, our parliamentary funding was increased to compensate for the salary increase in the recent collective agreements. Yes, the sums of money for our parliamentary services continue to progress, while the budgets that were announced mention attrition.

Actually, to clarify, that article appeared in the media. Since we're a special purpose organization, we are obligated to submit a five-year business plan to show that we're viable. In plain language for Canadians, it's as though we had a line of credit and had to prove that, in five years, we would still be living within our means. The plan is based on what I said about artificial intelligence and the drop in so-called traditional translation over the past few years. In simple terms, we are noticing a drop in the less official things people send us to translate, for example, an email. We project that decreased demand over five years, which explains the model that includes attrition measures to stay within our means.

[Traduction]

Parallèlement, le bureau a collaboré avec le Conseil national de recherches du Canada afin de mettre au point des outils de traduction automatique qui sont directement accessibles ici sur le réseau parlementaire. Tous ces efforts visent à améliorer de plus en plus nos outils et services pour vous offrir les gains en efficacité d'une technologie de pointe et la qualité que seule l'expertise humaine peut garantir.

Madame la présidente, honorables membres du comité, je vous remercie encore une fois de m'avoir invité. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

[Français]

Le sénateur Forest : D'entrée de jeu, je veux remercier et féliciter l'ensemble de l'équipe de la traduction, qui est essentielle pour nous aider à bien faire notre travail.

J'ai deux questions. Au Comité des finances, je crois avoir compris qu'il y aurait une augmentation du budget du Bureau de la traduction. D'un autre côté, on nous dit qu'on va supprimer 339 postes par attrition; comment expliquer cette situation?

M. Lymburner : Comme je l'ai expliqué dans mes remarques d'ouverture, le budget du Bureau de la traduction est en deux parties. Nous avons une partie qui est financée par les fonds que nous recevons des ministères et agences, et une autre partie de nos sources de fonds est consacrée aux services au Parlement.

Lors du budget de 2024, la source de fonds consacrée au Parlement a été augmentée de façon à pallier l'augmentation des salaires dans les récentes conventions collectives. Effectivement, il y a des montants d'argent pour nos services au Parlement qui continuent d'évoluer alors que les budgets annoncés parlent d'attrition.

En fait, pour préciser, l'article est paru dans les journaux et comme nous sommes un organisme à buts spéciaux, nous sommes dans l'obligation de soumettre un plan d'affaires d'une durée de cinq ans qui montre notre viabilité. En termes clairs, pour les Canadiens, c'est comme si nous avions une marge de crédit et que nous devons prouver que dans cinq ans, nous respecterons nos moyens. C'est un plan basé sur ce dont je vous ai parlé par rapport à l'intelligence artificielle; le plan est basé sur les années passées et on dénote une baisse de la traduction dite « traditionnelle ». Pour simplifier, on constate une baisse chez les gens qui nous envoyaient un courriel à traduire, par exemple, ou des choses moins officielles. S'il y a une baisse de la demande, on la projette sur cinq ans, ce qui explique ce modèle qui propose des mesures d'attrition pour rester dans nos moyens.

That said, you never know. Departments may well go back to sending us a large number of requests. At that point, the Translation Bureau may even start expanding.

Senator Forest: It seems to me that the volume must be higher for English to French translation. In this streamlining exercise, will the proportion stay the same?

Mr. Lymburner: That's a very good question. Obviously, in Canada, most of our work involves translation from English to French. Also, to clarify the attrition figures published in the media, we're not just talking about translators. The Translation Bureau, like all organizations, reviews its business practices. I imagine you do, too. There are people who handle different areas within the Translation Bureau. We also do telework, and we are in a position to review some office jobs.

That doesn't affect our services in the official languages, because other services for foreign languages and Indigenous languages within the Translation Bureau are expanding. We do not plan to reduce our human capital for translation. With everything we read in the media, a young person wanting to enrol in a translation program at university today might have second thoughts. That's why we want to emphasize that translation is a profession with a future and one that is important in Canada.

Senator Forest: Thank you.

[English]

Senator Boehm: Thank you for being with us again, Mr. Lymburner.

I want to ask about artificial intelligence and its application. It's hitting parliaments everywhere, governments everywhere, and there's a big push on the regulatory side and its applications. I'm wondering whether, as you look ahead, you are looking at what other organizations might be doing in terms of best practices or looking at others as a potential marker, particularly international organizations where multiple languages are translated and interpreted.

Mr. Lymburner: That is a very good question, Madam Chair. Yes, we've been extremely busy working with our partners around the world. We're practically all going through the same experience with artificial intelligence.

For me, as the CEO of the Translation Bureau, there's not a day that somebody doesn't stop me on Sparks Street or anywhere, to say, "Hey, Mr. Lymburner, are you considering

Cependant, il n'est pas impossible que l'on reçoive plus de demandes et que les ministères reviennent nous voir en grand nombre. À ce moment-là, il pourrait y avoir aussi une croissance au sein du Bureau de la traduction.

Le sénateur Forest : À vue de nez, le volume doit être plus important pour ce qui est de traduire des textes de l'anglais vers le français. Dans cet exercice de rationalisation, est-ce que l'équilibre sera maintenu?

M. Lymburner : C'est une très bonne question. Évidemment, au Canada, la traduction de l'anglais vers le français représente la majeure partie de nos travaux. Dans ce contexte, pour donner aussi des précisions sur les chiffres d'attrition qui ont été publiés dans les journaux, on ne parle pas uniquement de traducteurs et traductrices. Le Bureau de la traduction, comme toutes les organisations, révise ses pratiques d'affaires, et j'imagine que vous le faites ici aussi. Il y a des gens qui s'occupent de différents secteurs au sein du Bureau de la traduction; il y a aussi le télétravail, et on est en mesure de réviser certains postes au bureau.

Cela ne touche pas nos services en ce qui a trait aux langues officielles, car il y a d'autres services en langues étrangères et en langues autochtones qui sont en augmentation au sein du Bureau de la traduction. On n'envisage pas de réduction du capital humain en traduction. Évidemment, avec tout ce qu'on lit dans les journaux, une ou un jeune qui voudrait s'inscrire dans un programme de traduction à l'université aujourd'hui aura des doutes. Voilà pourquoi nous voulons préciser que c'est une profession d'avenir et une profession importante au Canada.

Le sénateur Forest : Merci.

[Traduction]

Le sénateur Boehm : Je vous remercie d'être encore avec nous, monsieur Lymburner.

J'aimerais vous poser une question sur l'intelligence artificielle et son champ d'application. Elle porte un coup aux parlements et aux gouvernements de partout. Elle exerce beaucoup de pressions sur le plan réglementaire et de ses applications. Quant à l'avenir, j'aimerais savoir si vous vous inspirez des meilleures pratiques d'autres organisations, ou si d'autres vous servent de guide, en particulier les entités internationales où plusieurs langues sont traduites et interprétées.

M. Lymburner : C'est une excellente question, madame la présidente. En effet, nous avons travaillé sans relâche avec nos partenaires aux quatre coins du monde. Nous vivons pratiquement tous la même chose à l'égard de l'intelligence artificielle.

En tant que président-directeur général du Bureau de la traduction, il ne se passe pas une journée sans qu'on m'interpelle sur la rue Sparks ou ailleurs pour me demander : « Monsieur

artificial intelligence at the bureau? You're all travelling; you're all using your phones; it's pretty much accessible everywhere." Of course, we are. As I mentioned at my last appearance, the bureau was one of the first organizations in the world to use AI in 1977 to translate weather reports. We've also been one of the first to use word processors and, since 2017, we are using a form of AI. Now, of course, with ChatGPT and the latest version of AI that we all use now on our phones, it is a game changer.

I would say the most critical part is that those tools will be as good as the data on which they're trained. For us, as Canadians, we have the best databases for English and French around the world by a mile. We do have databases at the bureau. Of course, our website has been used by all kinds of service providers around the world to train their own tools, such as Google Translate and other tools you may have used in your personal lives, but the bureau has way more. We have all the reports, the studies and the documents that were produced by departments and agencies. That positions us as a very efficient group to provide the best tools for Canadians.

In that sense, of course, it's not free. Everywhere we go, conferences and other places, especially in Europe, there's a tendency to feel that, for some use cases, translation might be perceived as free. Nothing is really free. Even for us, we need to ensure it's done in a secure way, so we need to protect our data. We're working with the central agency for that.

At the same time, we need good people who are professional. I have an analogy that I can offer here. It's like when you travel: airplanes have been able to fly by themselves for over 10 years, but we're all happy to see there's a pilot in the cockpit so that, if something goes wrong, they can take over. I may offer that language professionals, people who have studied French, English and international languages and Indigenous languages, are the best people to ensure there's no problem. With AI, would you agree to signing a document in Japanese right now? Probably not. You would want to ensure someone is reviewing it.

There are certain glitches still, but — let's be honest — the AI is doing a lot of the pre-work and formatting. Even the format is a lot better, sir. Previously, we had to do a lot of work to maintain tables and pictures and everything. AI is a very good assistant to keep documents pretty much alike, whether they are in English or French.

Senator Boehm: Thank you very much.

Lymburner, envisagez-vous d'utiliser l'intelligence artificielle au bureau? Vous voyagez tous et vous utilisez vos téléphones, et la technologie est accessible un peu partout. » Bien sûr que nous le faisons. Comme je l'ai mentionné lors de mon dernier témoignage, le bureau a été l'une des premières organisations au monde à utiliser l'intelligence artificielle en 1977 pour traduire des bulletins météorologiques. Nous avons également été l'un des premiers à utiliser les logiciels de traitement de texte et, depuis 2017, nous employons une forme d'IA. Aujourd'hui, il va sans dire que l'intelligence artificielle générative ChatGPT et la dernière version de l'IA que nous utilisons tous sur nos téléphones changent vraiment la donne.

Je dirais que le plus important, c'est que ces outils seront aussi bons que les données avec lesquelles ils sont entraînés. En tant que Canadiens, nous disposons de loin des meilleures bases de données en anglais et en français au monde. Nous avons des bases de données au bureau. Bien sûr, notre site Web a été utilisé par toutes sortes de fournisseurs de services dans le monde pour entraîner leurs propres outils, notamment Google Traduction et d'autres outils que vous avez peut-être utilisés dans votre vie personnelle. Or, le bureau en a beaucoup plus. Nous disposons de tous les rapports, les études et les documents produits par les ministères et les organismes. Nous sommes donc en très bonne posture pour fournir les meilleurs outils aux Canadiens.

Par conséquent, ce n'est pas gratuit, bien entendu. Certains ont tendance à penser que la traduction est gratuite partout où nous allons, lors de conférences et ailleurs, surtout en Europe. Or, rien n'est vraiment gratuit. Même nous, nous devons nous assurer que le processus est sécurisé et protéger nos données. Nous travaillons avec l'organisme central à cette fin.

Par ailleurs, nous avons besoin de personnes compétentes et professionnelles. Je peux utiliser une analogie. C'est comme lorsque vous voyagez : les avions sont capables de voler seuls depuis plus de 10 ans, mais nous sommes tous rassurés de voir qu'il y a un pilote dans le poste de pilotage qui peut prendre les commandes en cas de problème. Je dirais que les langagiers, qui ont étudié le français, l'anglais, les langues internationales et les langues autochtones, sont les mieux placés pour garantir l'absence de problème. Accepteriez-vous maintenant de signer un document en japonais issu de l'intelligence artificielle? Vous ne le feriez probablement pas. Vous voudriez vous assurer que quelqu'un le révise.

Il y a encore quelques pépinières informatiques, mais soyons honnêtes : l'IA effectue une grande partie du travail préparatoire et de la mise en forme. Même le format est bien mieux, monsieur. Auparavant, nous devions faire beaucoup de travail pour mettre en forme les tableaux, les images et tout le reste. L'IA est très utile pour que les documents restent pratiquement identiques, qu'ils soient en anglais ou en français.

Le sénateur Boehm : Merci beaucoup.

[Translation]

Senator Audette: [*Innu-aimun spoken*]

Innu-aimun will still be protected. That's my own translation. Thank you for reassuring us. That was my question, about the volume of English to French. Thank you, Senator Forest. Do I understand correctly that Indigenous languages, meaning Innu-aimun and First Nations, Inuit and Métis languages, won't be affected by this and that these languages will continue to be supported?

Mr. Lymburner: Yes, that's a good question. In my earlier answer, I said that the tools that could help us basically depend on the amount of quality data available to train them. The amount of data for some First Nations languages in Canada is fairly limited, but we are working tirelessly to see how we can help preserve and revitalize certain languages. For that, we usually work with our colleagues in other departments and with the communities, so that they understand that the data is used to help their community during ceremonies and to preserve their languages.

There's something else I'd like to mention to the committee. I'm sure you noticed that at the leaders' debate and during the election, we provided interpretation in at least five Indigenous languages. I think we are good partners. There are some challenges, and everything needs to be done with respect.

Senator Audette: Thank you [*Innu-aimun spoken*].

[English]

Senator Moodie: My question is around AI, following up on the initial question. You have taken part in translating a lot of information and materials and proceedings. I want to find out from you who owns the legal rights to those materials. I'm mostly thinking about the fact, as you said in your introduction, that your database is going to inform the training of AI models, potentially in the area of translation. Would you be using Senate-related documents that you have translated to train up your translation?

Mr. Lymburner: That is a very good question, Madam Chair. I will try to reach out to Ms. Levesque after I attempt to respond to the question.

Here at the Senate, a lot of documents are already public. If those documents are public, of course, they will be considered, and we have other documents that we're using. Of course, there's a protocol for security that we're following. In terms of words, there may be a new acronym or a term that is popping up in some debates and we need to adjust our machine learning, and that's what we will do, but it's done in a way that our data is protected.

[Français]

La sénatrice Audette : [*mots prononcés en innu-aimun*]

L'innu-aimun sera encore protégé. Je vais m'autotraduire. Je vous remercie de nous rassurer. C'était ma question, soit tout le volume de l'anglais vers le français. Merci beaucoup, sénateur Forest. Est-ce que je comprends bien que pour les langues autochtones, l'innu-aimun, les langues des Premières Nations, des Inuits et des Métis, on ne touche pas à cela, au contraire, on va continuer de soutenir ces langues?

M. Lymburner : Oui, c'est une bonne question. Dans la réponse précédente, j'ai dit que les outils qui pourraient nous aider dépendent essentiellement de la quantité de données de qualité pour la formation. Dans certaines langues des Premières Nations au Canada, la quantité des données est assez limitée, mais nous travaillons sans relâche pour voir comment on peut aider à préserver et revitaliser certaines langues. Tout se fait habituellement avec nos collègues des autres ministères et avec les communautés, afin qu'ils comprennent que si on utilise des données, c'est pour les aider dans leur communauté, pendant les cérémonies et pour préserver ces langues.

J'aimerais aussi mentionner une chose au comité : vous aurez sans doute remarqué que lors du débat des chefs et lors de l'élection, on offrait l'interprétation en plus de cinq langues autochtones. Je crois que nous sommes de bons partenaires. Il y a certains défis et il faut tout faire dans le respect.

La sénatrice Audette : Merci [*mots prononcés en innu-aimun*].

[Traduction]

La sénatrice Moodie : Ma question porte sur l'intelligence artificielle IA et fait suite à l'intervention initiale. Vous avez participé à la traduction d'un grand nombre d'informations, de documents et de délibérations. J'aimerais savoir qui détient les droits légaux sur ces documents. Comme vous l'avez mentionné dans votre introduction, votre base de données servira à entraîner les modèles d'IA, possiblement dans le domaine de la traduction. Utiliserez-vous les documents sénatoriaux que vous avez traduits pour entraîner votre outil de traduction?

M. Lymburner : C'est une excellente question, madame la présidente. Je vais essayer de joindre Mme Levesque après avoir tenté d'y répondre.

Ici, au Sénat, beaucoup de documents sont déjà publics. De tels documents seront bien sûr envisagés, et nous en utilisons également d'autres. Nous appliquons bien sûr un protocole de sécurité. En ce qui concerne le vocabulaire, il peut y avoir un nouvel acronyme ou un nouveau terme qui apparaît dans les débats, et nous devons alors ajuster l'apprentissage automatique. Nous le faisons, mais de manière à protéger nos données.

Here at the Senate, but also at the House of Commons and in the Parliament in general, we're working closely with our colleagues. You have your own network here. There's another set of rules that we're also following very carefully here when we're supporting you as a client in the Parliament.

For other departments, I want to be clear that we make sure we do the same. At the Department of Fisheries and Oceans, for example, they have all kinds of documents, and they are following Secret or Protected B or other types of security clearances. First of all, the people who will work on those documents are security-cleared. We handle those documents by following the set of rules we have in our security processes.

[*Translation*]

If Ms. Levesque is here, she could add some information, since she has the expertise.

The Chair: Let's see if Ms. Levesque is available.

[*English*]

Lucie Levesque, Vice President, Policy and Integrated Services, Public Services and Procurement Canada: I have just one thing to add because Mr. Lymburner covered most of the aspects. In terms of the tools we're putting forward in AI, or even in the prototype, we're talking about information at the Protected B level. There's no classified information in that system. The data remains stored in Canada. The tools are trained with the information, but the information is really secured within our data environment. Ultimately, the documents that are translated by the bureau are owned by the individual departments.

The Chair: Thank you. If there are no other questions, I have a comment for you.

[*Translation*]

This week, we had an acoustic incident, or if it wasn't an acoustic incident, there was a problem with the interpretation. I'd like to make a suggestion to you.

Your staff can't resume work until they get authorization from a manager in your organization. It might be a good idea for them to have an emergency number for someone who could give that authorization quickly so that Senate proceedings aren't interrupted for any longer than necessary.

We've had a good year, and we'd like to continue working efficiently. Thank you for taking this suggestion into consideration.

Ici, au Sénat, mais aussi à la Chambre des communes et au Parlement en général, nous travaillons en étroite collaboration avec nos collègues. Vous avez votre propre réseau. Nous suivons également très attentivement un autre ensemble de règles lorsque nous vous assistons, en tant que clients parlementaires.

Pour les autres ministères, je tiens à préciser que nous veillons à faire de même. Au ministère des Pêches et des Océans, par exemple, il y a toutes sortes de documents dont les habilitations de sécurité sont « Secret » et « Protégé B », entre autres. Tout d'abord, les personnes qui travaillent sur ces documents ont obtenu une attestation de sécurité. Nous traitons ces documents en respectant l'ensemble des règles prévues dans nos processus de sécurité.

[*Français*]

Je ne sais pas si Mme Levesque est là; elle pourrait ajouter des éléments d'information, car elle a cette expertise.

La présidente : Voyons voir si l'on peut rendre Mme Levesque disponible.

[*Traduction*]

Lucie Levesque, vice-présidente, Politiques et services intégrés, Services publics et Approvisionnement Canada : J'ai simplement une chose à ajouter, car M. Lymburner a abordé la plupart des aspects. Les informations sont de niveau « Protégé B » dans les outils d'IA que nous proposons, ou même le prototype. Ce système ne contient aucune information classifiée. Les données sont entreposées au Canada. Les outils sont entraînés à partir de ces renseignements, mais ils sont réellement sécurisés dans notre environnement de données. En fin de compte, les documents traduits par le bureau appartiennent aux différents ministères.

La présidente : Je vous remercie. S'il n'y a pas d'autres questions, j'ai une remarque à vous faire.

[*Français*]

Cette semaine, nous avons subi un incident acoustique — je ne sais pas s'il s'agissait d'un incident acoustique —, mais il y a eu un problème d'interprétation. C'est une suggestion que j'aimerais vous faire.

Les membres de votre personnel ne peuvent pas reprendre le travail tant qu'ils n'ont pas reçu l'autorisation d'un cadre de votre organisme. Ce serait bien si ces employés pouvaient avoir accès à un numéro d'urgence, à quelqu'un qui pourrait donner rapidement cette autorisation, de façon à ce que les travaux du Sénat ne soient pas interrompus plus longtemps qu'il ne le faut.

On a eu une bonne année et on aimerait continuer d'être efficaces dans nos travaux. Je vous remercie de prendre cette suggestion en considération.

Mr. Lymburner: We will do that. We have all been affected by what happened. You saw how quickly procedures were put into place. Sound is a team sport, so there are people everywhere working on various aspects.

To reassure you, I have already requested an office space in the building with a team on site because, when there is an incident, the team of interpreters has to be pulled out if the incident is serious enough. There is also the possibility of working remotely. Our equipment is getting better all the time and, together with our colleagues at the House of Commons, we offer services remotely.

I understand that you want proceedings to continue and democracy to be exercised. I will take all of that into consideration and will make sure that the best decisions are made according to the circumstances.

Thank you very much and enjoy the rest of the day.

The Chair: Thank you, Mr. Lymburner, Ms. Levesque and Ms. Fortin. The next item on the agenda pertains to amendments to the Senators' Office Management Policy, specifically the provisions related to the workplace accommodation process for senators and senators' staff members.

Given that this pertains to our staff, we will discuss it in camera later on in our meeting. We will now move on to item 6.

[English]

It's a memorandum of understanding with the House of Commons on language training for senators and Senate employees, and we have Annie Carpentier and Toni Francis. As usual, your presentation will be followed by questions.

Annie Carpentier, Director, Talent Optimization and Employee Well-Being, Human Resources Directorate, Senate of Canada: Since 1995, the Senate has had an agreement with the House of Commons for second-language training for senators, their spouses and Senate employees as well as for the second-language evaluation for Senate administration employees.

[Translation]

The agreement expires on September 30, 2025, and we are seeking your approval to renew the agreement from October 1 to September 30, 2030. The total cost of this agreement is \$420,000 and it will be funding from the central language training budget.

M. Lymburner : Nous allons le faire. Nous avons tous été affectés par ce qui s'est passé. Vous avez pu voir comment les procédures se sont rapidement mises en place. Il s'agit d'un ensemble. Le son étant un sport d'équipe, il y a des gens de partout qui travaillent à différents niveaux.

Pour vous rassurer, j'ai déjà fait la demande pour avoir un espace de bureau dans l'immeuble avec une équipe sur place, parce que lorsqu'il y a un incident, il faut retirer l'équipe d'interprètes en fonction de la gravité de l'incident. Il y a aussi une possibilité de travailler à distance. Nous sommes tous de plus en plus équipés et, avec les collègues de la Chambre des communes, nous offrons des services à distance.

Je comprends que vous vouliez que les travaux se poursuivent et que la démocratie continue de s'exercer. Je prends tout cela en considération et je vais m'assurer de prendre les meilleures décisions selon les circonstances.

Je vous remercie beaucoup et je vous souhaite une bonne fin de journée.

La présidente : Merci beaucoup, monsieur Lymburner, madame Levesque et madame Fortin. Le prochain point à l'ordre du jour concerne des modifications à la Politique sur la gestion de bureau des sénateurs concernant les dispositions relatives au processus d'adaptation en milieu de travail applicable aux sénateurs et aux membres de leur personnel.

Considérant que ce sujet concerne notre personnel, ce sujet sera discuté à huis clos plus tard pendant notre réunion. Nous passons maintenant à l'article n° 6.

[Traduction]

Il s'agit d'un protocole d'entente avec la Chambre des communes sur la formation linguistique des sénateurs et des employés du Sénat. Nous accueillons Mmes Annie Carpentier et Toni Francis. Comme d'habitude, votre exposé sera suivi de questions.

Annie Carpentier, directrice, Optimisation des talents et bien-être des employés, Direction des ressources humaines, Sénat du Canada : Depuis 1995, le Sénat a une entente avec la Chambre des communes sur la formation en langue seconde offerte aux sénateurs, à leurs conjoints et aux employés du Sénat, ainsi que sur l'évaluation de langue seconde pour les employés de l'Administration du Sénat.

[Français]

L'entente viendra à échéance le 30 septembre prochain et nous demandons votre approbation pour renouveler l'entente du 1^{er} octobre au 30 septembre 2030. Le coût total de cette entente est de 420 000 \$ et elle sera financée par le budget central alloué à la formation linguistique. Des fonds supplémentaires ne sont pas requis.

The partnership with the House of Commons has proven effective over the years and, according to a House survey sent to the users of its services, the satisfaction level is very high. Language training services are tailored to the parliamentary context and are essential to supporting the Senate's commitment to offering a bilingual work environment and services. I am now available to answer your questions.

The Chair: Are there any questions or comments?

Senator Audette: Thank you very much. The people who come through my office really appreciate your work regarding the English classes. I know that people speak French and English and that I will probably not get an answer to my question today. I would still like to put it out there for my colleagues to hear.

In the context of the International Decade of Indigenous Languages, we submitted a request for my Innu-Aimun course to be paid for by the Senate. It was refused and I understand that, but that is not the point. What can be done so that an ancestral language can.... There is the Indigenous Languages Act. Can we find a way for the teaching of an Indigenous language to become a common practice at the Senate?

Senator Quinn: My question is about training for spouses. Why is training available to spouses? For senators themselves, it stands to reason, but why for their spouses?

Ms. Carpentier: Are you referring to language assessment for training purposes?

Senator Quinn: No, I mean language training for spouses.

Ms. Carpentier: That's an excellent question. I think that has been the practice for years. It is probably for spouses who accompany senators to official parliamentary functions. That is something we have always offered senators and their spouses.

Senator Quinn: I think some thought should be given to providing language training for spouses. We can talk about it another time.

Toni Francis, Chief Human Resources Officer, Human Resources Directorate, Senate of Canada: Senator Quinn, I know that, in a few weeks, we will be providing a briefing note and our agreements for the future. We can ask about that.

Senator Quinn: Thank you.

Le partenariat avec la Chambre des communes a fait ses preuves au fil des ans, et selon un sondage que la Chambre a envoyé aux utilisateurs de leurs services, le taux de satisfaction est très élevé. Les services de formation linguistique sont adaptés à la réalité du contexte parlementaire et sont essentiels pour soutenir l'engagement du Sénat d'offrir un environnement de travail et des services bilingues. Je suis maintenant disponible pour répondre à vos questions.

La présidente : Y a-t-il des questions ou des commentaires?

La sénatrice Audette : Merci beaucoup. Les gens qui passent dans mon bureau apprécient beaucoup le travail que vous faites pour les cours d'anglais. Je sais qu'on parle du français et de l'anglais et que je n'aurai probablement pas de réponse à ma question aujourd'hui. Je la lance quand même dans l'univers pour que mes collègues l'entendent.

En marge de la Décennie internationale des langues autochtones, nous avons fait une demande pour que mon cours d'innu-immun soit payé par le Sénat. Cela a été refusé, et je le comprends, mais là n'est pas le débat. Comment faire en sorte qu'une langue ancestrale puisse... Il y a la Loi sur les langues autochtones. Est-ce qu'on peut trouver une manière pour que l'enseignement d'une langue autochtone devienne une pratique courante au Sénat?

Le sénateur Quinn : Ma question concerne la formation pour les époux. Pourquoi offre-t-on de la formation pour les époux? Pour les sénateurs et sénatrices, je comprends très bien, mais pour les conjoints, quelle est la raison d'être?

Mme Carpentier : Vous parlez de l'évaluation linguistique pour la formation?

Le sénateur Quinn : Non, je parle de la formation linguistique des conjoints.

Mme Carpentier : C'est une excellente question. Je crois que cela fait partie de la pratique depuis des années. C'est probablement lorsque les conjoints accompagnent les sénateurs lors des fonctions parlementaires officielles. Cela a toujours fait partie de ce que nous offrons aux sénateurs et à leur conjoint ou conjointe.

Le sénateur Quinn : Je pense qu'il faut réfléchir à la question de la formation pour les conjoints. On pourra peut-être en discuter une autre fois.

Toni Francis, dirigeante principale des ressources humaines, Direction des ressources humaines, Sénat du Canada : Je sais, sénateur Quinn, que nous revenons dans quelques semaines avec une note d'information et nos ententes pour l'avenir. On pourra poser la question.

Le sénateur Quinn : Merci.

[English]

The Chair: Are there any other questions or comments on this? If not, could I have a mover for the following motion:

That CIBA approve the renewal of a memorandum of understanding valued at \$420,000 with the House of Commons for delivery of language services for a five-year period.

Senator Dalphond. Is it your pleasure, honourable senators, to adopt the motion?

Hon. Senators: Agreed.

The Chair: Carried.

[Translation]

We will now move on to item 7. Thank you, Annie and Toni. I know you will be back in a few minutes.

The next item pertains to documents sent for information purposes. This week, a document was sent for information purposes; it is the report of the Artwork and Heritage Advisory Working Group. Are there any questions or comments on the report? Senator Cardozo is here to answer your questions.

[English]

Senator Housakos: I just saw that in the report. Is there an annual budget for this particular program? I would like to know how much that is.

Senator Cardozo: We have a small budget for the purchase of a few pieces of art, but I'll ask the administration to provide you with the precise details.

Senator Housakos: Is this on an annual basis that we're buying this art? Are we buying the art from a speculative point of view? What is the purpose of the Senate being in the art-buying business?

Mike Steinhauer, Chief Curator, Senate of Canada: Thank you for the question.

We have an annual budget of \$30,000 for art acquisitions. This is to furnish the main rooms, the formal rooms and the committee rooms with artwork.

Currently, as we have in this example in C-128, most of these artworks are loaned from the NCC. We are often at the mercy of other collections to borrow artworks. Loan fees, insurance and installation fees often outweigh the actual acquisition. In this room, only two out of the seven pieces belong to the Senate. If the NCC was to request them back, we would have to bear all the

[Traduction]

La présidente : Y a-t-il d'autres questions ou commentaires à ce sujet? Dans le cas contraire, j'inviterais une personne à proposer la motion suivante :

Que le comité CIBA approuve le renouvellement d'un protocole d'entente avec la Chambre des communes d'une valeur de 420 000 \$ pour la prestation de services linguistiques pendant une période de cinq ans.

Le sénateur Dalphond en fait la proposition. Honorables sénateurs, vous plaît-il d'adopter la motion?

Des voix : D'accord.

La présidente : La motion est adoptée.

[Français]

Nous passons maintenant à l'article n^o 7. Merci, Annie et Toni. Je sais que vous reviendrez dans quelques minutes.

Le prochain article concerne les documents envoyés à titre d'information. Cette semaine, un document a été envoyé pour information; il s'agit du rapport du Groupe de travail consultatif sur les œuvres d'art et le patrimoine. Est-ce qu'il y a des questions ou des commentaires sur le rapport? Le sénateur Cardozo est ici pour répondre à vos questions.

[Traduction]

Le sénateur Housakos : Je viens de voir cet élément dans le rapport. Y a-t-il un budget annuel expressément pour ce programme? J'aimerais savoir de combien il s'agit.

Le sénateur Cardozo : Nous disposons d'un petit budget pour l'achat de quelques œuvres d'art, mais je demanderai à l'administration de vous en fournir les détails précis.

Le sénateur Housakos : Est-ce que nous achetons ces œuvres d'art annuellement? Est-ce que nous le faisons dans une optique spéculative? Quel est l'intérêt pour le Sénat de se lancer dans l'achat d'œuvres d'art?

Mike Steinhauer, conservateur en chef, Sénat du Canada : Je vous remercie de votre question.

Nous disposons d'un budget annuel de 30 000 \$ pour l'acquisition d'œuvres d'art. Ce budget sert à décorer les pièces principales, les salles de réception et les salles des comités avec des œuvres d'art.

Actuellement, comme dans l'exemple de la salle C-128, la plupart de ces œuvres sont prêtées par la Commission de la capitale nationale, ou CCN. Nous sommes souvent à la merci d'autres collections pour emprunter des œuvres d'art. Les frais de prêt, d'assurance et d'installation dépassent souvent le coût d'acquisition. Dans cette salle, seules deux des sept œuvres

costs associated with that. We had such an example a few months ago when we lost a Queen Elizabeth portrait in the foyer of the Senate.

Senator Housakos: The NCC are the owners of a lot of this art. It's my understanding they have been doing this for decades. They rent the art to the Senate of Canada?

Mr. Steinhauer: The NCC owns the artwork. We loan from the NCC, but we have several lenders from which we loan from. The House of Commons is one of them, and there is the NCC and other collections as well. We try to stay local to reduce the cost of loans, but the installation of the Queen Elizabeth portrait, for example, was close to \$7,000 or \$8,000, if I remember correctly.

Senator Housakos: Who funds the NCC when it comes to their art collection?

Mr. Steinhauer: That comes from the NCC's budget.

Senator Housakos: The federal government, correct?

Mr. Steinhauer: Correct.

Senator Housakos: So the federal government allocates a budget to the NCC. They acquire artwork, and then they lease it out to the Parliament of Canada, depending on our needs, House of Commons and the Senate?

Mr. Steinhauer: Just to clarify, there is no lease involved. We just absorb all of the costs associated with loaning the works.

Senator Housakos: How much is the annual cost we pay to the NCC to absorb that? How much is the total amount? We write a cheque from the Senate of Canada to the NCC.

Mr. Steinhauer: We don't necessarily write a cheque to the NCC directly. If there is an installation cost, it would be my office that would pay for —

Senator Housakos: So a one-time fee, basically?

Mr. Steinhauer: Exactly.

Senator Housakos: So there is no leasing?

Mr. Steinhauer: It is unlike the Art Bank. Many of the senators at this table borrow artworks from the Art Bank, and those are annual fees. This is a different type of an agreement.

appartiennent au Sénat. Si la CCN demandait leur restitution, nous devrions assumer tous les frais connexes. Nous en avons eu un exemple il y a quelques mois, lorsque nous avons perdu un portrait de la reine Elizabeth dans le Foyer du Sénat.

Le sénateur Housakos : Une grande partie de ces œuvres d'art appartiennent à la CCN. Je crois comprendre que c'est ainsi depuis des décennies. Elle loue des œuvres d'art au Sénat du Canada, n'est-ce pas?

M. Steinhauer : La CCN est propriétaire des œuvres d'art. Nous lui en empruntons, mais nous avons plusieurs prêteurs. Il y a la Chambre des communes, la CCN et d'autres collections. Nous essayons de rester dans la région afin de réduire les coûts de location, mais l'installation du portrait de la reine Elizabeth, par exemple, a coûté près de 7 000 ou 8 000 \$, si je me souviens bien.

Le sénateur Housakos : Qui finance la collection d'œuvres d'art de la CCN?

M. Steinhauer : Les fonds proviennent du budget de la CCN.

Le sénateur Housakos : C'est le gouvernement fédéral, n'est-ce pas?

M. Steinhauer : C'est exact.

Le sénateur Housakos : Le gouvernement fédéral alloue donc un budget à la CCN. Celle-ci acquiert des œuvres d'art, puis les loue, en fonction de nos besoins, au Parlement du Canada, à la Chambre des communes et au Sénat, n'est-ce pas?

M. Steinhauer : Je tiens à clarifier qu'il n'y a pas de location. Nous absorbons simplement tous les coûts associés au prêt des œuvres.

Le sénateur Housakos : Combien versons-nous chaque année à la CCN pour absorber ce coût? Quel est le montant total? Nous faisons un chèque du Sénat du Canada à la CCN.

M. Steinhauer : Nous ne faisons pas nécessairement un chèque directement à la CCN. S'il y a des frais d'installation, c'est mon bureau qui les paie...

Le sénateur Housakos : S'agit-il donc essentiellement d'une somme forfaitaire, dans ce cas?

M. Steinhauer : C'est exact.

Le sénateur Housakos : Il n'y a donc pas de location?

M. Steinhauer : Ce n'est pas comme la Banque d'œuvres d'art. Bon nombre des sénateurs présents à cette table empruntent des œuvres d'art à cette entité, moyennant des frais annuels. Il s'agit d'une entente différente.

Senator Housakos: When we are buying the art now under the Senate auspices, the fee that we are getting rid of essentially is a one-time fee of installation and delivery?

Mr. Steinhauer: Exactly. We are managing a collection of some 4,000 artworks and furniture, much of the furniture being used in the Senate Chamber, for example. As part of that, we have a small acquisition budget just to get us ready for when we move back to Centre Block, because we have several committee rooms to furnish, and to enable us to fill some of the gaps within our collection, because our collection is quite narrow in terms of what it represents. Part of the focus that the Artwork and Heritage Advisory Working Group has approved is to be more representative of Canadians and for Canadians to feel themselves represented within the walls of the Senate buildings.

The Chair: I failed to mention your names, but Mike Steinhauer is the Senate Curator; and Josée Labelle is the Director General, Property and Services Directorate.

Senator Cardozo: I would just add that part of what this budget does is also to restore artworks we currently hold. Perhaps a large part of it, if not most of it — if you will allow me to speak — is paintings of former Speakers. What we do with those — because several of them are several decades old — is restore a couple of them each year. Sometimes you will see a blank wall where a painting has been removed — there's one around the chamber right now — because we restore those. We only restore one or two each year to make sure the paintings themselves and frames, et cetera, are in good shape.

Senator Quinn: I wanted to follow up a bit on what Senator Housakos was asking. You said something about senators have access to art. How does that work? Who pays for that? Do we have to pay for it?

Mr. Steinhauer: It comes out of the senator's budget, correct. It is not part of my budget —

Senator Quinn: Do you know how much in total that expenditure is?

Mr. Steinhauer: I don't manage the loans from the Art Bank. It's the Senate's resource.

Senator Quinn: Okay, thank you.

The Chair: Are there any other comments or questions? Colleagues, are there any other questions we need to address in public? Okay.

We will now suspend briefly so the clerk can make sure we are in camera. Before that, I would like to remind everyone that the meetings of this committee are, for the most part, public. The committee only goes in camera to discuss sensitive matters such

Le sénateur Housakos : Lorsque nous achetons des œuvres d'art sous l'égide du Sénat, les frais dont nous sommes dispensés sont-ils essentiellement des frais uniques d'installation et de livraison?

M. Steinhauer : C'est juste. Nous gérons une collection d'environ 4 000 œuvres d'art et meubles, dont une grande partie est utilisée dans la salle du Sénat, par exemple. Dans ce contexte, nous disposons d'un petit budget d'acquisition afin de nous préparer à notre retour à l'édifice du Centre, car nous devons meubler plusieurs salles de comité et combler certaines lacunes de notre collection, qui est assez restreinte. L'un des objectifs approuvés par le Groupe de travail consultatif sur les œuvres d'art et les biens patrimoniaux est de mieux représenter les Canadiens pour qu'ils se reconnaissent sur les murs des édifices du Sénat.

La présidente : J'ai oublié de mentionner vos noms, mais Mike Steinhauer est le conservateur en chef du Sénat, et Josée Labelle est la directrice générale de la Direction des biens et services.

Le sénateur Cardozo : J'ajouterais simplement qu'une partie de ce budget sert également à restaurer les œuvres d'art que nous possédons actuellement. Si vous me permettez de m'exprimer, il s'agit peut-être en grande partie, voire en grande majorité, de portraits d'anciens présidents. Comme plusieurs d'entre elles datent de plusieurs décennies, nous en restaurons quelques-unes chaque année. Vous verrez parfois un mur blanc à l'endroit où un tableau a été retiré à cette fin — il y en a un dans la salle en ce moment. Nous n'en faisons qu'un ou deux par an afin de veiller à ce que les tableaux, les cadres, et le reste soient en bon état.

Le sénateur Quinn : Je voudrais revenir sur la question du sénateur Housakos. Vous avez dit que les sénateurs ont accès à des œuvres d'art. Quel est le fonctionnement? Qui paie la note? Devons-nous payer?

M. Steinhauer : En effet, ce montant provient du budget du sénateur. Ce n'est pas dans mon budget...

Le sénateur Quinn : Savez-vous à combien s'élève le montant total de cette dépense?

M. Steinhauer : Je ne gère pas les prêts de la Banque d'œuvres d'art. C'est une ressource du Sénat.

Le sénateur Quinn : D'accord, je vous remercie.

La présidente : Y a-t-il d'autres commentaires ou questions? Chers collègues, y a-t-il d'autres choses dont nous devons débattre en public? C'est d'accord.

Nous allons maintenant suspendre brièvement la séance afin que le greffier puisse s'assurer que nous sommes bien à huis clos. Avant tout, je tiens à rappeler à tous que les réunions de ce comité sont, pour la plupart, publiques. Le comité ne se réunit à

as salaries, contracts and contract negotiations, labour relations and personnel and security matters. The Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration wishes to be as transparent as possible in the important work it does. I would ask the clerk to inform the committee members once we are in camera.

(The committee continued in camera.)

huis clos que pour discuter de questions sensibles telles que les salaires, les contrats et les négociations contractuelles, les relations de travail et les questions de personnel et de sécurité. Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration souhaite faire preuve de la plus grande transparence possible dans l'important travail qu'il accomplit. Je demande au greffier d'aviser les membres du comité lorsque nous serons à huis clos.

(La séance se poursuit à huis clos.)
